

Europe-États-Unis. Le grand marché de dupes ?

À quelques jours des élections européennes, les discussions sur les accords de libre-échange avec les États-Unis ne font qu'attiser la défiance vis-à-vis de l'Oncle Sam.

Syndicats et ONG ont manifesté leur opposition au Traité la semaine dernière dans plusieurs capitales européennes, comme ici à Paris.



Photo AFP



Analyse Henry Lauret

Créer un gigantesque marché entre Europe et États-Unis où biens, capitaux, services, auraient, comme les travailleurs, toute latitude de circuler, ce projet avait pris forme dès 1990. Objectif affiché : conforter le leadership de l'économie de marché, repousser le protectionnisme, renforcer les économies nationales et le potentiel de croissance des superpuissances occidentales dans un climat d'euphorie suscitée par la chute du mur de Berlin et du communisme. Les difficultés sont toutefois très vite apparues entre Washington et Bruxelles. Faire tomber les barrières douanières n'est pas le plus compliqué. Harmoniser les normes et réglementations entre les blocs, c'est une toute autre affaire car le démantèlement expose un nombre considérable de secteurs et d'intérêts. Sans parler

du champ des activités stratégiques. Rien qu'au sein de l'Europe, l'harmonisation imposée depuis Bruxelles génère exaspérations et dissensions entre États. Or, avec les Américains, les différences environnementales et sanitaires sont parfois irréconciliables. On songe aux OGM, à la pharmacie, aux biens culturels dont la France s'est fait le chantre. Bruxelles jure que nous n'aurons jamais de poulets lavés à la Javel ni de bœuf aux hormones dans nos assiettes.

Discussions secrètes

Les sénateurs à Washington ont beau insister, « la santé n'est pas négociable » ! En attendant, tel le plombier polonais de 2005, poulet et bœuf servent d'épouvantail aux innombrables opposants au Traité TAFTA. En France, souverainistes, extrême gauche et extrême droite se liguent pour dénoncer un marché de dupes s'imposant à une Europe faible et divisée. En écho, plusieurs syndicats et ONG stigmatisent le

nouveau pouvoir offert aux multinationales, ainsi que les risques en matière sociale : la dérégulation libérale n'a-t-elle pas engendré la crise, le chômage, la paupérisation des classes moyennes ? Le « grand méchant Traité » nourrit d'autant plus les inquiétudes que ses négociations sont entourées de secret. Il faut dédramatiser et rectifier ce qui est inutilement anxiogène, assure Fleur Pellerin. Sans doute.

Invité surprise des élections

Reste que le Traité est l'invité surprise d'élections européennes aux relents nationalistes. Et qu'au-delà des hostilités politiques, la confiance n'est pas au beau fixe avec notre Oncle Sam qui espionne sans gêne dirigeants et pays d'Europe. Et qui, au nom de sa loi, extorque des centaines de millions à nos grands groupes. Dernier en date, BNP Paribas. Il paraît que l'Europe serait la grande gagnante (150 milliards) du bonneteau transatlantique. Naïfs, s'abstenir.